



It's the economy, stupid!



Marc De Vos
Directeur
Itinera Institute

Les nouvelles socioéconomiques sont dominées par des turbulences. Le pouvoir d'achat par exemple, avec les camionneurs et les agriculteurs sur les barricades. Ou les pensionnés, qui selon une étude récente se trouvent déjà presque sur le toboggan de la pauvreté. Quarante pourcent des plus de 75 ans seraient menacés par la pauvreté en 2016. Consternations et frustrations par rapport au revenu donc, mais quelqu'un aurait-il remarqué le dénominateur commun ?

Pourquoi le prix des carburants et des matières premières pose tellement problème ? Parce que nous ne compensons pas suffisamment ce coût de la globalisation par ses bénéfices. L'économie belge perd des parts de marché au niveau international et cueillis insuffisamment les fruits de la globalisation.

Nous nous plaindrions moins si nous étions en mesure de compenser le coût croissant de la vie par de nouveaux marchés, de nouveaux produits, de nouveaux services et du nouveau travail valorisés internationalement.

Pourquoi les pensions légales sont-elles trop basses ? Parce qu'il n'y a pas assez de gens qui travaillent, trop d'inactifs et trop peu de recettes pour augmenter les pensions.

Bill Clinton l'avait déjà compris dans un autre contexte : it's the economy, stupid !

Une stratégie bien réfléchie, qui stimule innovation et croissance est la seule réponse durable et positive possible face aux défis socioéconomiques.

En attendant, nous sommes condamnés à du chipotage à la marge.

Un petit coup de pouce pour le diesel professionnel, quelques corrections pour les allocations les plus basses, ce ne sont que des mouchoirs avant le vrai chagrin.

Le gouvernement se trouve entre deux feux. Il ne peut pas dépenser assez pour satisfaire tous les besoins et ce qu'il dépense maintenant est déjà de trop. Le dernier rapport du Conseil Supérieur des Finances en fait la preuve. Le gouvernement belge vit au-dessus de ses moyens. Le plan budgétaire pour le vieillissement n'est pas suivi et risque de dérailler de 5 milliards d'ici 2011. Pour les générations à venir, ceci signifie une réduction des marges de manœuvre politiques de l'ordre de 200 à 250 millions d'euros par an.

En voilà donc un dilemme : nous ne dépensons pas encore assez pour subvenir aux besoins actuels, et ce que l'on dépense se fait au dépend de la génération future. La querelle politique concernant la croissance des soins de santé en est une parfaite illustration. La norme annuelle de croissance de 4,5% est déjà aujourd'hui très serrée:

la partie à charge du patient ne cesse d'augmenter. Et demain des bouleversements technologiques, scientifiques et démographiques nous attendent.

L'écart entre les besoins et les moyens ne fera qu'augmenter. Car 4,5% c'est déjà beaucoup plus que ce que nous sommes en mesure de supporter budgétairement.

Notre économie croît en effet beaucoup moins vite et donc la croissance des dépenses en soins de santé se fait au dépend d'autres besoins.

Si les pensions légales sont devenues tellement basses, c'est parce que nous avons donné priorité aux soins de santé pendant 30 ans. On ne peut dépenser un euro qu'une fois.

La part des soins de santé dans la totalité de la sécurité sociale a presque doublé entre 1980 et

aujourd'hui. Les soins de santé ont cannibalisé les pensions légales, voilà tout.

“
Un nouveau paradoxe belge est né: insuffisance de moyens pour nos besoins et trop de dépenses pour nos capacités. Nous sommes condamnés à de véritables réformes, à moins d'accepter un plus grand appauvrissement et un déclin relatif.
 ”

Nous ne sortirons pas de ce scénario sans déplacer les frontières du débat.

Si nous continuons comme maintenant, les tensions entre les besoins et les possibilités ne peuvent que grandir.

Et étant donné que des aventures budgétaires ou des dévaluations sont hors de question dans l'Union Européenne, la réponse est déjà connue à l'avance : un nouveau paradoxe belge d'insuffisance de moyens pour nos besoins et de trop de dépenses pour nos possibilités.

Nous sommes condamnés à de vraies réformes, à moins d'accepter un appauvrissement et un déclin relatifs, tant en performances économiques qu'en protection sociale. En fait, cette tendance a déjà commencé.

Dans le climat conjoncturel actuel, on a surtout besoin de réformes qui rapportent de l'argent ou qui n'en coûtent pas.

Un gouvernement plus efficace est souhaitable et inévitable dans un secteur public qui sera, dans les années à venir, confronté à d'énormes fuites de personnel. Un meilleur marché de l'emploi qui propose davantage d'opportunités et

crée davantage d'emplois peut se faire notamment par une modernisation de réglementation du travail. De meilleures pensions commencent avec un meilleur système de pensions, qui efface des différences devenues obsolètes, qui s'oppose aux pensions anticipées et place systématiquement la capitalisation à côté de la pension légale.

Toutes ces réformes sont préconisées par une série d'études internationales et ont déjà été entamées dans plusieurs pays européens.

Ce qui nous manque, c'est la vision et l'audace de les considérer comme nécessaires et urgentes. L'opinion publique a aussi son rôle à jouer.

Car les manifestants pour plus de pouvoir d'achat sont souvent les mêmes qui fulminent à la première tentative de changement, comme le pacte de solidarité entre les générations.

Eux aussi doivent comprendre que le status quo n'est pas seulement néfaste sur le long terme, mais aussi de plus en plus coûteux sur le court terme.

Marc De Vos
Directeur Itinera Institut

Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'itinera Institute est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.